

PEAAD

Bulletin



77 · Décembre 2021

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu



L'UNION DE LA VALEUR AJOUTÉE



Activités de l'AAD

Programme "PE au Campus"

Page 12



Activités de l'AAD

Visite sous la présidence de l'UE

Page 14

DANS CE NUMÉRO



OVERCOMING THE PANDEMIC

Publication "Surmonter la pandémie" éditée par Monica Baldi, Vice-présidente de l'AAD et Flavia Franconi. Disponible sur le site de l'AAD : <https://www.formermembers.eu/library/?lang=fr/>

03 Mot du Président

04 Parlement européen au travail

ACTUALITÉ

06 Le manifeste de la constitution européenne, 80 ans après. *(Andrea Manzella)*

07 La démocratie, ses modèles et ses paradoxes *(Pier Antonio Panzeri)*

08 Afghanistan : retour sur 2001 *(Etienne Bassot)*

10 Aller de l'avant – rebondir en temps de crise *(Frederike Luise Engeland, Entretien mené par Brigitte Langenhagen)*

ACTIVITÉS DE L'AAD

12 Programme PE au Campus

14 Visite sous la présidence de l'UE

20 Réseau des anciens députés

DÉPÊCHES

22 Événements à venir

23 AAD au travail

IN MEMORIAM

24 In Memoriam

FOCUS

26 La valeur ajoutée du marché intérieur *(Fabian Zuleeg)*

28 Transformer l'alimentation et l'agriculture en Europe *(Eduardo Cuoco)*

30 L'Union de la valeur ajoutée: l'importance de l'Europe pour le secteur du tourisme *(Eduardo Santander)*

32 COVID-19: vers une cohésion accrue dans le domaine de la santé? *(Annika Eberstein and Ioanna Charalampopoulou)*

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison du long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Brigitte LANGENHAGEN
Jean-Pierre AUDY
Monica BALDI
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Liseth BRAVO
Valeh NASIRI
Magali HUBERS
Beatriz MARTINEZ

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



MOT DU PRÉSIDENT

Chers membres,

L'année 2021 touche à sa fin et, pour clore ce chapitre, nous avons décidé d'axer le présent numéro du bulletin sur la valeur ajoutée de l'Union. Celui-ci se propose de montrer la valeur ajoutée que représente l'intervention de l'Union par rapport à celle d'un État qui agirait seul. Vous n'êtes pas sans savoir que les problèmes doivent être traités à différents échelons et que la grille de lecture européenne est nécessaire pour faire bouger les lignes de l'avenir de notre continent. Les articles de ce numéro aborderont plusieurs questions, tels que la politique budgétaire commune et les fonds de cohésion, pour lesquels la valeur ajoutée de l'Union a été déterminante.

Dans la rubrique «Actualité», la situation en Afghanistan a fait l'objet de deux articles avec, en point de mire, le concept de démocratie.

L'Association des anciens députés a été très active cet automne et a organisé de nombreuses activités. Notre comité de gestion a pu à nouveau se réunir physiquement à Bruxelles, où nous avons eu des échanges fructueux sur les activités et les programmes à venir de l'AAD. Nous avons également organisé notre visite en Slovaquie, qui assure la présidence du Conseil. Ce voyage fait l'objet d'un rapport dans le présent numéro. Je profite de l'occasion pour remercier le bureau de liaison du Parlement en Slovaquie et Zofija Mazej Kukovic, qui nous a aidés à organiser l'événement. Nous avons eu le plaisir de rencontrer des représentants du Parlement et du gouvernement slovaques pour débattre des priorités actuelles de la présidence que le pays exerce et des défis que l'Union doit encore relever, tels que l'état de droit et l'après-pandémie.

Cet automne, nous avons discuté de deux ouvrages d'anciennes députées: «Start up Europe», de

Zofija Mazej Kukovic, et «I nostri domiciliari» (Assignés à résidence), de Cristiana Muscardini, qui ont ensuite fait l'objet d'un débat. Compte tenu de l'intérêt qu'a suscité la présentation de ces livres, nous organiserons quatre événements similaires en 2022.

Si vous avez publié un ouvrage et que vous souhaitiez rédiger un avis sur celui-ci pour le prochain numéro du bulletin, je vous invite chaleureusement à vous adresser au secrétariat.

Je tiens à remercier la vice-présidente Monica Baldi pour l'organisation de la conférence «Comment surmonter la pandémie de COVID-19 et ses conséquences» le 23 septembre 2021, qui a été co-organisée par la FMA, la Commission Women 20 Equity in Health et l'Institut universitaire européen. «Charta de Florentia», un appel à l'action pour les pays du G20 afin de donner la priorité à l'équité en santé pour tous, et une publication des actes ont été le résultat de l'événement. La publication est disponible sur le site de l'AAD.

Le 7 décembre, Roberta Metsola, vice-présidente du Parlement européen, nous a honorés de sa présence pour souffler la vingtième bougie de notre association. Grâce au soutien indéfectible du Parlement, nous sommes en mesure d'entretenir notre réseau et d'organiser des programmes et des activités couronnés de succès.

Nous avons eu le plaisir d'accueillir des intervenants et des experts hautement qualifiés pour débattre de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Parmi les sujets abordés, citons notamment la transition écologique et son incidence sur les mesures de relance post-COVID. À l'occasion de ces deux jours, nous avons également fêté le 15e anniversaire du programme «PE au campus» et avons été ravis de compter parmi nous Mariya

Gabriel, commissaire à l'innovation, à la recherche, à la culture, à l'éducation et à la jeunesse, Federica Mogherini, rectrice du Collège d'Europe, Marc Arwed Rutke, Natalia Cuglesan et Vlad Vernygora. Les intervenants nous ont fait part de la valeur éducative que revêtait le programme «PE au campus» pour leurs étudiants et des défis que pose l'enseignement des thèmes européens.

Je tiens à remercier tous les membres qui ont participé à ce programme pendant toutes ces années. Merci pour votre engagement. En 2022, bien d'autres universités donneront la parole à d'anciens députés dans le cadre du programme «PE au campus». Nous espérons bien sûr que les visites physiques seront possibles.

L'an prochain, l'AAD poursuivra ses activités avec une visite en France au mois de février pour en apprendre davantage sur la présidence du Conseil que le pays assumera. La fin de la conférence sur l'avenir de l'Europe sera l'un des temps forts de la présidence, que nous suivons de très près en notre qualité d'anciens députés. Je suis impatient de vous retrouver nombreux en France.

Je tiens également à remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué à ce numéro de décembre ainsi qu'au succès de nos activités. Je vous souhaite un bon repos et de joyeuses fêtes de fin d'année.

Revenez-nous en bonne santé pour l'année 2022.

Hans-Gert Pötering
Président de l'AAD

DOSSIERS CLÉS

Les députés européens ont adopté la réforme de la carte bleue européenne pour faciliter l'emploi de ressortissants hautement qualifiés et de contribuer à atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans secteurs clés.

(Session de septembre - P9_TA(2021)0374)

La nouvelle carte bleue de l'UE offrira des critères d'admission plus souples, un seuil plus bas pour le salaire minimum et une procédure plus simple pour se déplacer entre pays de l'EU et le regroupement familial.

Union européenne de la santé: Les députés européens ont appelé à une coopération renforcée entre les organes de l'UE et leurs organes nationaux et internationaux.

(Session de septembre - P9_TA(2021)0377).

Les députés ont approuvé la proposition de prolonger le mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

Ils ont déclaré que les Etats membres de l'UE devraient élaborer des plans nationaux de préparation et de réponse, et fournir des données opportunes, comparables et de haute qualité.

Le PE a approuvé une initiative législative demandant de faire de la violence fondée sur le genre un crime sous le droit européen.

(Session de septembre - P9_TA(2021)0388).

L'initiative législative demande une législation et des politiques ciblées pour s'attaquer à toutes les formes de violence et de discrimination fondée sur le genre (contre les femmes les femmes et les filles, mais aussi contre LGBTIQ+), que ce soit hors ligne ou en ligne.

Les députés se sont opposés à la surveillance de masse et à l'utilisation de l'intelligence artificielle par la police.

(Session d'octobre - P9_TA(2021)0405)

Les députés ont souligné le risque de biais algorithmique dans les applications de l'IA et soulignent qu'une supervision humaine et des pouvoirs juridiques forts sont nécessaires pour prévenir la discrimination par l'IA, en particulier dans un contexte d'application de la loi ou de franchissement des frontières.

Une résolution pour soutenir les médias européens à se remettre de la pandémie et faire face aux défis futurs a été approuvée.

(Session d'octobre - P9_TA(2021)0428)

Les députés ont demandé un soutien substantiel pour le secteur des médias de la part de l'UE et des Etats membres afin d'aider le secteur à se remettre de la pandémie et à se transformer pour s'adapter à l'évolution des modèles économiques de l'ère numérique.

Le PE a adopté le plan d'action 2021- 2027 pour la pêche et l'aquaculture pour soutenir l'économie bleue, protéger la biodiversité et promouvoir la gouvernance internationale des océans.

(Session d'octobre - P9_TA(2021)0325)

6,1 milliards d'euros seront alloués au nouveau Fonds maritime européen, de la pêche et de l'aquaculture (EMFAF), qui encourage les Etats membres à investir dans le secteur pour rendre la pêche et de l'aquaculture plus compétitive et qui contribuer à développer une économie bleue durable, de nouveaux marchés et de nouvelles technologies. La protection et la restauration de la biodiversité font également partie des priorités du fonds.

Le PW a accueilli favorablement la stratégie "de la ferme à la table", qui vise à rendre notre alimentation plus saine et plus durable..

(Session d'octobre - P9_TA(2021)0425)

Les députés ont souligné l'importance de produire des aliments durables et sains durable et saine pour atteindre les objectifs du Green Deal européen, notamment en matière de climat, de biodiversité, de la pollution zéro et de la santé publique.

Ils ont souligné la nécessité de renforcer la durabilité à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'agriculteur au consommateur.

Les députés ont demandé que des enquêtes approfondies sur tout acte répréhensible révélé par les Pandora Papers qui ont eu lieu dans dans les juridictions de l'UE soient mise en place..

(Session d'octobre - P9_TA(2021)0438)

Les députés ont demandé que des mesures urgentes soient prises pour combler les lacunes qui permettent actuellement l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et l'évasion d'argent à grande échelle.

Le PE revalorise le mandat actuel du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

(Session de novembre - P9_TA(2021)0448)

La nouvelle Agence européenne pour l'asile disposera des pouvoirs opérationnels et techniques renforcés pour faciliter la coopération entre les Etats membres et contribuer à la convergence des normes en matière d'asile.

Les députés européens demandent au gouvernement polonais de lever l'interdiction de l'avortement qui met la vie des femmes en danger..

(Session de novembre - P9_TA(2021)0455)

Les députés ont réitéré leur condamnation de la décision illégitime du Tribunal constitutionnel polonais imposant une interdiction presque complète de l'avortement.

Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient

14.09.21

Les députés européens ont approuvé une résolution sur les **droits des personnes LGBTIQ dans l'UE**. Le Parlement européen souligne que ces citoyens doivent pouvoir exercer pleinement leurs droits, y compris le droit à la libre circulation, partout dans l'Union.

16.09.21

Les députés ont appelé à une **nouvelle stratégie de l'UE pour promouvoir la démocratie en Russie**. Le Parlement a déclaré que l'UE doit s'opposer aux politiques agressives tout en jetant les bases d'une coopération avec une future Russie démocratique.

Le Parlement européen a exhorté l'UE à accélérer la transition vers un **système de recherche qui n'utilise pas d'animaux**.

06.10.21

Les députés ont demandé des mesures urgentes pour **protéger les victimes de la violence entre partenaires** dans les batailles pour la garde des enfants. Ils ont déclaré que les litiges concernant la garde des enfants constituent une forme de violence fondée sur le sexe lorsqu'elle est utilisée par des partenaires violents pour continuer à nuire à leurs victimes.

07.10.21

Les députés européens ont demandé des capacités de **cyberdéfense communes à l'UE**. Une coopération substantielle de l'UE sur les cybercapacités fait partie des questions clés nécessaires au développement d'une Union européenne de défense approfondie et renforcée.

Le Parlement a présenté ses priorités pour la **réforme de la politique de l'UE en matière de pratiques fiscales dommageables** ainsi qu'un projet de nouveau système d'évaluation des politiques fiscales nationales.

Le Parlement a exprimé sa forte **solidarité avec** la Lituanie, la Pologne et la Lettonie, ainsi qu'avec d'autres **pays de l'UE récemment visés par les tentatives du régime biélorusse** de diriger un nombre important de migrants et de réfugiés vers les frontières extérieures de l'UE.

20.10.21

Le Parlement a demandé à la Commission de proposer un **"statut européen de l'artiste"**, établissant un cadre commun pour les conditions de travail et les normes minimales pour tous les pays de l'UE.

21.10.21

Les députés ont fait pression pour que des objectifs contraignants de **réduction des émissions de méthane** soient fixés pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE et améliorer la qualité de l'air.

Le Parlement a adopté de nouvelles règles pour améliorer la **protection des victimes d'accidents de la route**. Que l'accident ait lieu dans leur pays de résidence ou ailleurs dans l'UE.

Le Parlement a condamné une **tentative visant à saper la primauté du droit de l'UE** et a appelé le Conseil et la Commission à protéger d'urgence les citoyens de la Pologne et de l'Union. Le Tribunal constitutionnel polonais est illégitime, inapte à interpréter la constitution.

Le PE a demandé qu'une partie du **budget de Frontex** soit gelée jusqu'à ce que des améliorations soient apportées au contrôle des droits fondamentaux et aux procédures financières, de recrutement et de passation de marchés.

11.11.21

Le Parlement demande de **nouvelles règles européennes pour limiter les actions en justice vexatoires** visant à intimider et à faire taire les voix critiques. Les poursuites stratégiques contre la participation publiques (SLAPP) sont des actions en justice frivoles basées sur des revendications exagérées et souvent abusives, visant à intimider et discréditer professionnellement leurs cibles, avec pour l'objectif ultime de les faire chanter et de les réduire au silence.

Les députés européens donnent leur feu vert final à de **nouvelles règles obligeant les grandes multinationales à déclarer publiquement les impôts qu'elles paient dans chaque pays de l'UE**, afin de lutter contre l'évasion fiscale.

Le Parlement propose plusieurs moyens de renforcer la démocratie européenne dans un rapport évaluant les **règles existantes sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations**.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site :

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>



LE MANIFESTE DE LA CONSTITUTION EUROPÉENNE, 80 ANS APRÈS

Le manifeste de Ventotene, élaboré en 1941 sur la petite île méditerranéenne du même nom, est un document qui annonçait et précédait déjà, à bien des égards, une «constitution» européenne. Rédigé par des citoyens italiens privés de leur liberté (Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colnaghi), il ne représentait pas uniquement un acte de résistance contre le «modèle» de l'État totalitaire qui semblait alors dominer l'Europe (et donc pas uniquement l'État fasciste italien). Il s'agissait en effet avant tout d'un acte subversif, profondément «révolutionnaire», en raison de son rejet radical du dogme de la souveraineté absolue de l'État.

“La légitimité du droit européen repose donc sur sa «capacité à inclure le taux de diversité minimal, mais nécessaire pour préserver l'identité nationale inhérente à la structure fondamentale de l'État membre”.

C'est la constitution italienne de 1948 qui, pour la première fois, traduit ce programme en une formule juridique. Son article 11 dispose comme suit: «L'Italie (...) consent (...) aux limitations de souveraineté nécessaires à un ordre» supranational. Ce n'est pas seulement une «révolution» constitutionnelle qui a été entamée en Italie, mais bien un renversement de toutes les conceptions dominantes du constitutionnalisme européen. La

constitution de Bonn empruntera le même chemin un an plus tard, suivie, comme l'a montré l'Histoire, par les États qui ont rejoint l'Union lors des élargissements successifs. Cette clause de restriction de souveraineté servira donc de modèle aux entrelacs entre les constitutions nationales et une constitution supranationale.

C'est donc dans un entrecroisement réciproque entre ces ordres que prend vie l'«unité dans la diversité». D'une part, un «cadre institutionnel unique» visant à maintenir l'«ordre commun» dont il est question dans le manifeste. De l'autre, l'intégration dans le droit de l'Union des «traditions constitutionnelles communes aux États membres», visées à l'article 6 du traité sur l'Union européenne. La légitimité du droit européen repose donc sur sa «capacité à inclure le taux de diversité minimal, mais nécessaire pour préserver l'identité nationale inhérente à la structure fondamentale de l'État membre». L'ordre supranational prévu dans le manifeste doit disposer des moyens nécessaires pour maintenir l'«ordre commun», mais doit «laisser aux États membres l'autonomie nécessaire pour permettre l'articulation et le développement de la vie politique en fonction des spécificités des différents peuples». En résumé, il est clair que les rédacteurs du manifeste ont réfléchi à ce qu'ils appelleront l'«État international», au sein d'un système entièrement fédéral. Toutefois, ils ne mettront pas en doute la valeur de l'idéologie nationale en tant que «levain puissant de progrès». Au contraire, ils mettent en garde contre la dégénérescence du nationalisme, indissociable du

dogme de l'État absolu. En ce sens, le manifeste semble opposer à la nationalité d'«identité», qu'il reconnaît comme essentielle, la nationalité «souveraine», qui lui est contraire précisément car liée, en tant que facteur d'attraction populiste, à l'absolutisme de l'État dans ce qu'il a de pire: le totalitarisme. La clé de cette distinction réside dans les termes par lesquels le manifeste défend la légitimité du droit d'ingérence de l'ordre supranational dans la vie institutionnelle des États membres. «Absurde le principe de non-ingérence, selon lequel chaque peuple devrait être libre de choisir le gouvernement despotique qu'il trouve le plus à son goût, comme si la constitution interne de chaque État n'était pas un intérêt vital pour tous les autres pays européens».

La révolution permanente de l'ancien étatisme, qui définira l'ordre juridique de l'Union, provoquera des contre-révolutions continues au nom de tendances souverainistes ténues, parfois soutenues par des jurisprudences nationales qui contesteront, outre la «primauté» du droit européen, jusqu'à l'édifice supranational théorisé par le manifeste et construit au fil des ans. Mais le manifeste s'était attaché à «tisser la trame de l'avenir», sans céder aux illusions faciles mais avec la conscience, exprimée dans ses mots, que «la voie à suivre n'est ni facile ni sûre. Mais elle doit être parcourue». Cette obligation est aujourd'hui plus actuelle que jamais.

Andrea Manzella
PSE, Italie (1994 - 1999)
an.manzella@gmail.com

LA DÉMOCRATIE, SES MODÈLES ET SES PARADOXES

L'une des dernières métaphores adoptées par le président chinois Xi Jinping: «si une paire de chaussures s'adapte, seul celui qui les porte s'en rend compte», décrit très bien la trajectoire qui se dessine en ce moment même dans le monde en ce qui concerne les modèles de démocratie et leurs droits universels. Le cas de l'Afghanistan, dont le dernier rebondissement en date a conduit, en août 2021, au retrait des troupes militaires étrangères avec les conséquences que nous connaissons, a rouvert le débat sur le concept de démocratie et sa capacité effective à s'exporter.

“Il est absolument essentiel de débattre de nouveau, avec force, de la question de la démocratie, des droits de l'homme et de la lutte contre l'impunité.”

En fait, au cours de la dernière décennie, un processus de mondialisation de plus en plus rapide et l'influence croissante des intérêts économiques et financiers des grandes puissances sur le droit international se sont traduits par la diffusion d'un scepticisme prudent dans le débat politique et culturel, qui pourrait presque augurer le crépuscule «de l'âge des droits». Tout en reconnaissant la valeur de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, et avant tout le droit «à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne» (article 3), nous débattons en même temps de l'impossibilité de dissocier les droits

civils et politiques des droits sociaux, et soulignons la contradiction entre le prétendu universalisme de la déclaration et son approche même, fondée sur l'individualisme typique de l'Occident.

La question de la crise actuelle de la démocratie doit, elle aussi, être examinée dans ce contexte, en se commençant par se demander si les modèles «occidentaux» peuvent ou non trouver un terreau fertile dans d'autres régions du monde. Souvent, le débat s'est uniquement focalisé sur l'affirmation ou la négation de l'idée d'exporter la démocratie. En ces termes, la question est susceptible d'être peu productive, voire peut induire en erreur. Au début de ce siècle, nous avons assisté à l'opposition de deux doctrines: l'une a été incarnée par George W. Bush et soutient la thèse selon laquelle la démocratie peut s'exporter par les armes (cas de l'Iraq); l'autre a pris forme en Europe avec le processus d'élargissement de l'Union européenne, un processus qui a conduit de nombreux pays de l'Est à adopter les paramètres

démocratiques européens – en s'engageant à adopter une constitution – mais qui est resté incomplet pour ce qui est de la transition démocratique en raison du manque de soutien accordé aux politiques économiques et sociales adéquates. Ces deux stratégies se sont soldées par des échecs: la première parce que la guerre n'est jamais une solution à un problème, la seconde parce qu'elle a mis en évidence l'absence totale d'un rôle joué par l'Europe, en matière politique et de programmation, dans la gestion du processus d'intégration. Ces exemples mettent donc en évidence combien l'idée d'une exportation ou non de la démocratie est risible; ils appellent aussi à réfléchir sur ce qui peut réellement être exporté, et comment.

La métaphore de Xi Jinping semble apporter une réponse sans ambiguïté à cette question: chaque pays décide de son propre destin et de son propre modèle de gouvernement. Un point, c'est tout. Ce point de vue est de plus en



Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne lors de la session plénière du PE - Situation en Afghanistan ©Union européenne 2021 - Source : PE



©European Union, Source: EC - Audiovisual Service

plus étayé, en partie par le fait que «l'Occident» a réduit la question démocratique au simple exercice du vote. L'exercice est certes important, mais il ne constitue pas une fin en soi car il ne suffit à comprendre les mécanismes délicats et complexes de la démocratie. En outre, si les notions de «représentation», d'«intérêt collectif» et de «souveraineté populaire» héritées des Lumières ne sont plus reconnaissables – comme Max Weber l'avait observé au siècle dernier – dans les élites oligarchiques qui gouvernent nos démocraties occidentales, souvent indifférentes et distantes vis-à-vis des besoins des classes les plus pauvres et même de la classe moyenne, nous perdons la participation active des citoyens et leur sentiment d'appartenance à une communauté civile et démocratique. Nombreux sont les États qui adoptent une telle conception au rabais de la démocratie, qu'ils envisagent aussi comme une manière d'éliminer de leurs travaux les questions relatives aux droits humains et de laisser en suspens les recours ou les résolutions d'instances supranationales. La pandémie de COVID-19 a également été utilisée, dans de nombreux pays, pour durcir encore la répression des opposants politiques, des défenseurs des droits

humains et des ONG. Le paradoxe que contient la métaphore de M. Jinping, à bien y réfléchir, c'est que si elle tend à affirmer que la démocratie occidentale ne peut pas s'exporter dans le monde, elle montre en réalité le degré élevé de contamination des modèles non démocratiques, illibéraux et despotiques. Ces régimes sont désormais associés à l'idée d'une démocratie uniquement «de façade». Ce paradoxe met clairement en lumière le décalage entre énonciation et réalité, étant donné que la politique chinoise, grâce aux énormes ressources économiques et financières dont elle dispose, achète et soumet d'innombrables pays à sa domination dans une forme de colonialisme extérieur sans précédent, qui prive ces pays de liberté et d'avenir. Les «Occidentaux» ont commis de graves fautes en laissant souvent prévaloir dans leurs politiques de vieilles habitudes néfastes datant de l'époque coloniale, ou encore une vision grossière aux accents de Realpolitik. Ce désengagement moral est l'une des causes des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. C'est ce qui a entraîné le recul de l'influence et du rôle de l'Europe. Aujourd'hui, la démocratie et

les droits subissent de graves attaques sur plusieurs fronts, qui se matérialisent par les conflits et les guerres, mais se manifestent aussi dans des domaines tels que l'économie, la finance, la technologie (il suffit de penser au cas récent du logiciel Pegasus utilisé par certains gouvernements à des fins d'espionnage), les pandémies, etc. C'est pourquoi il est absolument essentiel de débattre de nouveau, avec force, de la question de la démocratie, des droits de l'homme et de la lutte contre l'impunité. Pour ce faire, il convient de solliciter en permanence l'attention d'une opinion publique timorée, dépaycée et, à certains égards, dormante; nous y parviendrons en surveillant constamment les abus perpétrés contre un grand nombre de personnes pour des raisons très diverses; c'est indispensable pour indiquer à la communauté internationale quels pays, en toute impunité, tuent et jettent en prison ceux qui ont des opinions autres que la version du pouvoir; nous ne pouvons pas faire autrement, car s'agit pour nous d'un devoir moral, éthique et politique clair. Un devoir que le philosophe Immanuel Kant, précurseur de la nouvelle sensibilité éthique de l'ère moderne, a résumé dans une formule aussi simple que claire: agir de manière à toujours respecter sa propre dignité et celle d'autrui. La personne a une valeur absolue et exige sur le plan moral, en tant que telle, un respect sans condition.

Pier Antonio Panzeri

S&D, Italie (2004 - 2019)

panzeri.pierantonio@icloud.com

AFGHANISTAN : RETOUR SUR 2001



Visite d'Ahmed Shah Massoud, commandant des forces anti-talibans en Afghanistan, au Parlement européen à Strasbourg ©Union européenne 2000 - PE

L'histoire donne parfois l'impression de faire une boucle tragique. Alors que les lumières s'éteignent à Kaboul, il est bon de faire le rappel des événements de l'année 2001 et de l'engagement du Parlement européen et de sa présidente sur le dossier Afghan. Le 5 avril 2001, Nicole Fontaine eut le courage d'inviter à Strasbourg le commandant Massoud. Celui-ci quitta le Panchir pour être reçu au Parlement, pour la première fois à ce niveau politique. Massoud, accompagné de représentants des ethnies afghanes sonna l'alarme sur l'imminence du danger d'al-Qaïda. Moins d'un mois plus tard, le 5 mai, c'est trois femmes sorties clandestinement d'Afghanistan qui furent accueillies. Vêtues de leur burqa elles témoignèrent devant les commissions des affaires étrangères et des droits de la femme. Elles alertèrent la communauté internationale sur le sort fait aux femmes et de leur terrible condition sous le régime des talibans. Sur la recommandation de Massoud, qui voyait en lui un recours pour le rétablissement de la concorde dans

le pays, Nicole Fontaine sollicita une rencontre avec l'ancien roi, Zaher Shah. Ironie, cette rencontre eut lieu à Rome...le jour même des attaques contre le World Trade Center. Entre temps, Massoud avait perdu la vie, victime d'un attentat suicide commis par deux membres d'al-Qaïda dans le Panchir. Sa mort eut lieu le 9 septembre et fut annoncée le 16 septembre.

Etienne Bassot

Directeur

Direction générale des services de recherche parlementaire

Direction Service de recherche pour les députés

Quarante ans de guerre et d'autres catastrophes, comme l'actuelle pandémie de COVID-19, dévastent la population afghane. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, on estime que 18,4 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en Afghanistan en 2021, soit presque le double depuis le début de 2020.

Dans le graphique ci-dessous, vous pouvez voir l'évolution des besoins depuis 2016.

Vous pouvez lire l'analyse complète en anglais dans le lien suivant : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afghanistan_humanitarian_needs_overview_2021.pdf

Evolution of needs and requirements (2016 - 2021)



ALLER DE L'AVANT – REBONDIR EN TEMPS DE CRISE

J'ai vécu au Myanmar (Birmanie) pendant les quatre dernières années, jusqu'à ce que le coup d'État militaire du 1er février 2021 anéantisse mes espoirs et mes projets d'avenir dans ce pays. Non en raison de la pandémie, mais des conditions de vie particulièrement précaires.

Comment une jeune diplômée allemande comme moi a-t-elle pu se retrouver à vivre dans un endroit si lointain et culturellement aussi différent?

Je suis née en 1989 dans une Allemagne sur le point de se réunifier et j'ai grandi avec le sentiment profond que l'Europe était ma maison. Je me décrirais comme une fervente pro-européenne. Avant même d'entrer dans l'enseignement secondaire, j'avais déjà visité le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, la France, l'Autriche et l'Italie avec mes parents. J'ai fréquenté les universités de Maastricht, Porto et Londres. J'ai également acquis une bonne maîtrise de l'anglais, du français, de l'espagnol, du portugais et du néerlandais.

Mon identité européenne a été au cœur des deux moments qui ont le plus influencé ma vie et ma carrière jusqu'à présent:

1. Le premier est, pour des raisons évidentes, le vote britannique en faveur du Brexit. Cet événement m'a

contraint à quitter mon domicile et mon poste à Londres en 2018. Le fait qu'au cours des dernières années j'ai travaillé pour le parlement et le ministère des affaires étrangères britanniques n'y a rien changé.

2. Le second est le récent coup d'État militaire au Myanmar. Dans cette situation, j'ai pris conscience du fait que pour la première fois, ma citoyenneté et mon passeport européens, qui m'avaient jusqu'alors donné un accès privilégié à de nombreux pays du monde, ne pouvaient plus me protéger. Après avoir «perdu» mon chez-moi à Londres en 2018, je suis allée m'installer au Myanmar sur un coup de tête et j'ai créé ma propre société de conseil à 28 ans, alors même que mon carnet d'adresses était des plus limités.

J'ai travaillé sur un projet qui prodiguait une expertise parlementaire au parlement de l'Union du Myanmar à Nay Pyi Daw, le «Brasilia du Myanmar». Le choix de m'installer dans ce pays était loin d'être évident pour moi. Pendant mes études universitaires, je me suis spécialisée dans la sécurité au Moyen-Orient (j'ai même étudié l'arabe pendant sept ans et j'ai vécu en Jordanie et au Maroc pendant un moment). Je déteste la chaleur, la foule et le tumulte, et je ne connaissais rien de l'histoire de la Birmanie, de sa culture, et encore moins de sa ou de ses langues.

Pourtant, j'ai trouvé dans ce pays une chose dont j'ignorais même qu'elle me manquait: une communauté de personnes qui m'inspirent au quotidien par leur optimisme (malgré la situation!), leur créativité et leur volonté de se développer, de s'améliorer et d'innover.

Après avoir été accueillie par cette communauté, j'avais ouvert un bureau au Myanmar pour ma société de conseil, en le confiant à l'un de mes partenaires locaux. L'objectif était d'aider d'autres jeunes professionnels du pays désireux de se spécialiser dans l'évaluation du développement.

Je me suis sentie coupable lorsque j'ai tourné la page et entamé de nouveaux projets alors que mes collègues et amis au Myanmar n'avaient pas ce privilège. Aujourd'hui, je me rends compte que c'est précisément pour cette raison que j'ai la responsabilité de continuer à soutenir les organisations de développement qui travaillent dans le pays, afin de ne pas céder aux forces hostiles qui veulent que nous arrêtons de soutenir leur peuple.

Je suis sur le point de m'installer à Berlin pour trouver de jeunes professionnels du développement qui partagent mes convictions et veulent s'engager dans cette aventure au sein de ma société de conseil. Je repars de zéro.

J'ai appris que chaque fin vous donne l'occasion de commencer quelque chose de nouveau et de passionnant. Je continuerai à faire le meilleur usage possible de mon passeport européen.

Frederike Luise Engeland

*Consultante spécialisée dans la planification stratégique, le suivi, l'évaluation et l'apprentissage
frederikeengeland@gmail.com*

Entretien mené par **Brigitte Langenhagen**

*PPE- DE, Allemagne (1990 - 2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de*



Frederike Luise Engeland en Myanmar

ACTIVITÉS DE L'AAD



EPFMA
PEAAD



PROGRAMME PE AU CAMPUS

UNE VISITE VIRTUELLE DE L'UNIVERSITÉ DE FLENSBURG

En novembre dernier, j'ai eu la chance de débattre, en ligne, avec des étudiants internationaux inscrits dans le cursus «Société et cultures européennes» de l'université de Flensburg, en Allemagne. Le thème général de notre conversation, modérée par Anke Wigger, maître de conférences, était «L'Europe comme espace d'enseignement». Le débat portait plus particulièrement sur les compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie.

Avant la réunion, A. Wigger m'a communiqué les résultats d'une étude menti.com à laquelle ont participé ses étudiants, qui devaient classer leurs compétences dans différents domaines. L'alphabétisation, la capacité d'apprentissage et la maîtrise des langues étrangères sont arrivées en tête du classement, tandis que les matières scientifiques et l'entrepreneuriat se sont retrouvés bons derniers. À ma grande surprise, les compétences numériques étaient classées 5es sur 8 et la citoyenneté se trouvait encore plus bas, à la 6e place. Les compétences en communication interculturelle étaient 4es au classement.

Le 18 novembre, la première partie de notre session a été

consacrée à un retour d'expérience sur l'apprentissage informel particulièrement intéressant dans le contexte de la pandémie en cours, qui a considérablement limité la vie étudiante. Les étudiants ont raconté qu'ils avaient suivi des cours en ligne sur divers sujets sans rapport avec leur programme de formation. Une étudiante américaine écoutait par exemple des podcasts sur la parentalité, tandis qu'un autre participant a décidé d'apprendre à mener un mode de vie sain, que plusieurs étudiants asiatiques ont amélioré leur niveau d'allemand et que la plupart des étudiants ont suivi l'actualité avec attention. Beaucoup se sont également formés à des outils en ligne et ont regardé des vidéos de motivation. Un grand nombre d'étudiants ont rencontré des difficultés liées au fait d'être loin de chez eux et de ne pas pouvoir former les liens sociaux qui vont généralement de pair avec la vie étudiante.

J'ai présenté mon travail de promotion de l'apprentissage informel et de la formation tout au long de la vie et expliqué comment cela m'a amenée à m'engager dans la vie citoyenne et le dialogue interculturel, véritables outils d'avancement des sociétés pacifiques et de renforcement de la démocratie. C'est sur ces valeurs que j'ai bâti ma carrière de députée. J'ai par ailleurs donné des exemples concrets du travail de la commission CULT et parlé de mon militantisme pour les droits des femmes, qui



Julie Ward lors de sa participation à l'événement de l'Europa-Universität Flensburg.

promeut l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans les institutions européennes et au-delà.

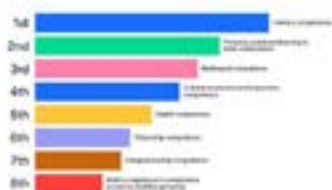
J'ai également évoqué ma campagne pour l'intégration des arts dans les cursus scientifiques de sorte à renforcer la synergie naturelle entre ces disciplines, et j'ai résumé l'évolution du programme Erasmus+ qui propose désormais davantage de possibilités pour les groupes marginalisés.

Après la session, j'ai envoyé aux étudiants des suggestions de lecture pour approfondir ces sujets, notamment le site mepranking.eu et ma page de députée. A. Wigger m'a envoyé un message de remerciements qui démontre l'utilité du programme «PE au campus» et de notre travail continu de promotion des valeurs européennes:

«vous êtes un modèle de réussite, surtout pour les jeunes femmes. Merci de montrer qu'il est nécessaire de lutter pour les arts et la culture et de défendre ses valeurs, et que le Parlement européen est bien plus qu'un groupe d'hommes blancs et conservateurs». A. Wigger

Julie Ward
S&D, Royaume-Uni (2014 - 2020)

What's your top key competence? Rank your proficiency.



Enquête menée par le professeur Wigger sur les compétences des étudiants.

LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS EUROPÉENS

Le Parlement européen a énormément contribué à l'adoption de politiques fortes en matière de protection des consommateurs tout au long de son histoire. C'est donc avec grand plaisir que j'ai accepté l'invitation de Melinda Szappanyos, professeure au département des sciences politiques et d'études internationales de l'université de Pécs, à donner une conférence en ligne et à animer un atelier sur ce thème cher à mon à cœur devant ses étudiants dans le cadre du programme «PE au Campus». Fort de mes cinq années à la tête de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO), j'ai pu retracer l'historique des mesures que le Parlement a prises au bénéfice des consommateurs européens et apporter un éclairage unique en la matière.

En amont de l'événement, Mme Szappanyos, m'a communiqué les éléments de législation de l'Union en matière de protection des consommateurs que ses étudiants connaissaient. J'ai ainsi pu axer mon propos sur le rôle central joué par le Parlement pour faire bouger les lignes en faveur des consommateurs

et sur les bénéfices concrets qu'ils ont pu en retirer.

Il nous a également semblé que les étudiants seraient plus impliqués dans la séance s'ils étaient confrontés à une étude de cas. Comme la Commission venait de publier sa proposition de réforme de la directive relative aux voyages à forfait, nous avons demandé aux étudiants de se pencher sur certains points afin d'en débattre avec moi dans le cadre d'un atelier.

Ma conférence a été diffusée sur la page Facebook de l'établissement et a fait l'objet d'une campagne d'affichage. J'ai retracé l'évolution de la politique de protection des consommateurs en soulignant que la Commission s'était inspirée des propositions de la commission IMCO pour les changements introduits dans son nouvel agenda du consommateur, publié en 2020, par rapport à celui de 2012. Le principal objectif poursuivi dans les deux documents était que les consommateurs disposent de suffisamment d'informations pour pouvoir faire des choix éclairés. Par leur contribution, les députés ont permis à la Commission de présenter des propositions plus

ambitieuses, tout en insistant qu'elles soient mieux appliquées. Ils ont contribué à intégrer la question des droits de la consommation dans de nombreux domaines. Citons notamment les communications électroniques, les frais d'itinérance, le trafic de voyageurs, la sécurité des produits et l'étiquetage des denrées alimentaires.

J'ai également évoqué la manière dont les députés actuellement en fonction continuaient d'œuvrer en ce sens. Pour illustrer mes propos, j'ai souligné le travail de la commission IMCO pour que la législation sur les marchés numériques soit plus favorable aux consommateurs. Cela dit, malgré tous ses efforts, le Parlement n'a toujours pas réussi à faire prévaloir l'idée d'un processus unifié d'élaboration des politiques en lien direct avec un commissaire qui serait chargé de la protection des consommateurs.

Après ma présentation, j'ai pu répondre en détail aux questions des étudiants sur un large éventail de sujets et écouter leurs idées sur la réforme des voyages à forfait. Après avoir débattu de ces questions, nous avons échangé sur la place du Royaume-Uni dans le monde au lendemain du Brexit.

Mme Szappanyos a énormément apprécié que ses étudiants s'impliquent à ce point dans la séance et s'est félicitée des enseignements qu'ils avaient retirés du point de vue d'un spécialiste. Nous avons convenu de réitérer l'expérience en 2022 et d'étendre le programme «PE au Campus» à d'autres thèmes liés au marché unique.

Malcom Harbour

Royaume-Uni

*PPE-DE 1999 - 2009, ECR 2009 - 2014
harbournutlands@sky.com*



Malcom Harbour lors d'une réunion IMCO au Parlement européen ©Union européenne 2013 - PE

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

VISITE DE L'AAD EN SLOVÉNIE

The FMA delegation's visit to Slovenia was the first visit in person after a long period of restrictive measures due to the Covid-19 pandemic. It was a good opportunity to understand the advantages of the single market like the free movement of people, which are somehow forgotten and taken for granted. As some restrictions were still in place and travel procedures varied from one EU Member State to another, it was a major challenge to find convenient ways of traveling, with EU flights cut by an average of 30% and flights to Slovenia - by more than 50%. This experience has clearly shown that the EU's strategic autonomy and economic recovery will not be possible without the development of the trans-European transport network for promoting the internal market, and that additional investment is needed in this area.

Slovenia is not a large Member State with a population of around 2.1 million. It was the first country to declare independence from the former Yugoslavia in the roaring democracy of the 90s and the first in the region to join the EU in 2004 with a wave of major enlargement. During the 17 years of membership, Slovenia became an important EU Member State and holds the presidency of the EU Council in the second half of 2021.

Recently, Slovenia neighborhood, the Western Balkans region - Montenegro, North Macedonia, Albania, Bosnia and Herzegovina, Serbia - has attracted a lot of attention from EU capitals as potential candidate countries. This topic was also reflected in one way or another in the meetings of our delegations. All the countries of the Western Balkans are natural members of the EU, but their eligibility for EU membership

varies. Some countries are more advanced than others in adhering to EU membership requirements. The FMA's delegation has previously visited North Macedonia in virtual terms, and members were familiar with the region's challenges and achievements.

At present, the EU is not institutionally prepared and does not have sufficient capacity to absorb new members. The ongoing Conference on the Future of Europe is designed to decide on the EU institutional setting but that will take some time, so it is now difficult to say when the EU will be ready to accept the new members from the Western Balkans. In order to speed up the transition process as a first step towards EU accession, it is possible to strengthen relations with the Western Balkans countries through trade agreements in the framework of the European Economic Area and to use the expertise of other EEA Member States. Dynamism plays an important role in the development process.

Despite all the problems and delays modernization of the legal and economic system in line with the requirements of EU membership has a long-term positive impact on the development of countries. It should be noted that in the past the region (i.e. the former Yugoslavia) was a more advanced country than Romania or Bulgaria, so the level of economic readiness is high, but the process of regaining independence was unfortunately not peaceful, and the Balkan wars disrupted the



Hans-Gert Pöttering with Igor Zorčič, President of National Assembly ©National Assembly of the Republic of Slovenia



Photo de groupe à l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie

development of countries - GDP per capita in PPPs is 45% of the EU average in Montenegro, 37% in North Macedonia, 31% in Bosnia and Herzegovina, 39% in Serbia, 30% in Albania.

FMA visit program was a high level and very interesting, made with the assistance of former MEPs from Slovenia. During the dinner delegation met with the President of the Republic, exchanged views with the senior policy adviser to the President, attended the event EUROPE - YESTERDAY, TODAY, TOMORROW with young people organized by Slovenian EPLO and streamlined on the internet in the framework of Conference on Future of Europe from the House of Europe in Ljubljana.

During the visit there was an opportunity to get acquainted with Slovenia culture and science -Ljubljana landmarks, designed by the famous architect Jože Plečnik (1872-1957), and included into UNESCO World Heritage Site list was presented during sightseeing tour, at the meeting in Jožef Stefan Institute its research activities

and participation in EU research programs have been presented and EU's energy challenges briefly discussed with European Union Agency for the Cooperation of Energy Regulators (ACER) member of the administrative body from Slovenia, Romana Jordana (also a former MEP).

The members of the delegation met with the Secretary of State of the Ministry of Foreign Affairs and co-chair of the Executive Board of the Conference on the Future of Europe and his team who presented the agenda of Slovenia's presidency of the EU Council. The members of the delegation recognized the high

level of professional qualification of Slovenian officials and shared with them their historical perspective knowledge of the EU agenda.

During the visit to the Slovenian Parliament, the delegation met with the President of the Slovenian National Assembly, the Chairman of the EU Affairs Committee of the National Assembly, the Chairman of the Foreign Policy Committee, and other members of both committees, exchange of views was focused on the impact of digitalization on democratic institutions.

At the end of the visit, members had a very warm conversation with former MEPs from Slovenia and the first PM of Independent Slovenia.

Margarita Starkevikiute
ALDE, Lithuania (2004 - 2009)
margarita.starkeviciute@gmail.com



Photo de groupe au Bureau de liaison du Parlement européen en Slovénie

CE QUE LE PRÉSENT PEUT NOUS ENSEIGNER POUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Ce fut pour moi un grand plaisir de rencontrer, ici même, dans les Alpes slovènes, nos collègues de l'Association des anciens députés à l'occasion de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne, que le pays assure pour la deuxième fois. Outre des réunions avec des personnalités politiques de premier plan, le bureau de liaison du Parlement européen (EPLO) a organisé un débat entre d'anciens députés et des étudiants slovènes.

Comme l'affirmait Jean Monnet, chaque défi est une nouvelle occasion de s'épanouir, et il faut voir l'après-pandémie comme telle. Les jeunes ont fait savoir qu'ils devaient être plus informés sur l'Union européenne pour être persuadés que chaque vote compte pour les futures élections.

Malgré plus de 38 millions de cas de COVID-19 et plus de 764 000 décès recensés dans l'Union, ils n'étaient pas convaincus du bien-fondé des restrictions imposées pendant la pandémie à la libre circulation,

aux rassemblements et aux cours en présentiel dans les écoles et les universités. Leur désaccord s'est également reflété dans les manifestations contre ces mesures et contre la vaccination.

En ma qualité d'ancienne ministre de la santé, je ne pouvais que mettre l'Union de la santé et la crise de la COVID-19 au cœur de mes interventions. L'incertitude et la solidarité nous ont enseigné comment nous devons agir à l'avenir. Il nous faut mieux nous préparer et mieux nous coordonner. Je souhaiterais souligner le rôle historique et important qu'ont joué le Parlement européen et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) pendant la pandémie. Dès que la crise du nouveau coronavirus s'est déclarée, l'ECDC s'est mis à conseiller les autorités des États membres en leur fournissant des orientations fondées sur la science, dont la nécessité se fera encore plus sentir à l'avenir.

Grâce aux échanges de données entre chercheurs européens, l'Union a pu mettre au point les nouveaux vaccins contre le virus et mettre en place son certificat numérique, avec, en perspective, l'espoir de recouvrer notre liberté de circulation. À l'heure qu'il est, 72% de la population adulte européenne est entièrement vaccinée.

La pandémie a eu une incidence considérable sur notre quotidien et a engendré une crise sanitaire, sociale et économique. Lorsque la COVID-19 ne sera

plus qu'un mauvais souvenir, l'Union devra être plus résiliente, plus durable et plus verte. C'est la raison pour laquelle nous nous attelons à mettre en place une Union de la santé, qui aura pour objectif de mieux nous préparer aux dangers pour la santé humaine et de mieux y réagir. L'incubateur HERA (programme de recherche européen en matière de santé et d'environnement), fondement de ce projet, favorise déjà l'échange de données au sein de l'Union. Il sera chargé d'évaluer les menaces et d'élaborer des modèles de prévision.

Comme l'a dit un jour le Mahatma Gandhi, on ne peut pas éduquer les jeunes simplement avec des mots; il faut les guider par nos actes au quotidien. Il en va de même pour les responsables politiques, à gauche comme à droite, qui se doivent de leur servir d'exemple pour œuvrer à la coopération, à la démocratie et à la solidarité entre toutes les générations. Le niveau de vie dont nous jouissons au sein de l'Union, qui n'est pas immuable, n'est pas à tenir pour acquis et la crise que nous traversons ne sera pas la dernière.

Zofija Mazej Kukovič

Ancienne ministre de la santé, vice-présidente du conseil d'administration du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies

PPE, Slovénie (2011 - 2014)

zofija.mazejkukovic@gmail.com



Un moment pendant l'événement au EPLO en Slovénie intitulé "L'Europe hier, aujourd'hui et demain".

SLOVÉNIE – L'INDÉPENDANCE, FRUIT D'UNE LUTTE DIFFICILE

Lors de la visite d'étude de la délégation de l'AAD en Slovénie, nous avons vécu un moment saisissant: la réunion avec nos anciens collègues du Parlement européen, Zofia Mazej Kukovič, Alojze Peterle (que de nombreux collègues connaissent également comme «l'homme à l'harmonica») et Jelko Kačin. Cette discussion avec nos anciens collègues était d'autant plus spéciale que la Slovénie fête cette année le trentième anniversaire de son indépendance de la Yougoslavie et que nos anciens collègues étaient au premier rang de la lutte pour l'indépendance de l'État slovène.

Les événements révolutionnaires en Europe centrale et de l'Est ont conduit à la dissolution de la République fédérale de Yougoslavie, ce qui a permis de révéler au grand jour les nombreuses différences culturelles, religieuses et politiques entre les divers États yougoslaves. Pour la Slovénie, ce fut l'occasion d'obtenir un État indépendant pour la première fois de son histoire.

Le 23 décembre 1990, un référendum fut organisé parmi la population slovène et 88 % des votants choisirent l'indépendance



Hans-Gert Pöttering, Zofia Mazej Kukovic, Elisabetta Fonck et Alojze Peterle

de la Slovénie. Le 25 juin 1991, la Slovénie se déclarait indépendante de la Yougoslavie. Cependant, la République fédérale de Yougoslavie existait toujours officiellement et le gouvernement central de Belgrade, qui bénéficiait toujours des forces armées de l'Armée populaire yougoslave, a répondu par les armes. Les Slovènes avaient toutefois organisé la Défense territoriale slovène et, à la fin de la «guerre de dix jours», ils l'ont emporté et l'Armée populaire yougoslave a quitté le territoire slovène. La route vers l'indépendance était tracée.

Alojze Peterle, première personne à exercer la fonction de Premier

ministre de Slovénie, élu dès le mois de mai 1990, et Jelko Kačin, secrétaire adjoint à la défense et Ministre de l'information de Slovénie à la même période, sont les contemporains les plus à même de témoigner de la façon dont la Slovénie est devenue un membre indépendant et à part entière de la communauté internationale, qui l'a aidée à suivre cette voie, mais aussi de la façon dont la Slovénie a rejoint l'Union européenne et l'OTAN en 2004, adopté l'euro en 2007 et est devenue membre de l'espace Schengen la même année.

La Slovénie assure maintenant la présidence du Conseil de l'UE pour la seconde fois de son histoire. Ce n'était pas seulement une leçon d'histoire très mouvementée de la part de nos anciens collègues désormais membres de notre Association. C'est le destin et la réussite du peuple slovène au cours des trois dernières décennies que nous avons pu toucher du doigt.

Joachim Zeller

*PPE, Allemagne (2009 - 2019)
zeller-joachim@web.de*



Un moment pendant l'événement au Château de Ljubljana avec Gašper Dovžan, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et coprésident du bureau exécutif de la Conférence sur l'avenir de l'Europe pendant la présidence slovène.

RETOUR SUR LA VISITE DE L'AAD EN PERSON

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, de nombreux événements se déroulent en ligne, cette réunion de l'AAD était la première organisée en présentiel dans le pays assurant la présidence de l'Union et en présence du gouvernement et du Parlement depuis longtemps. C'était aussi pour moi, seul Britannique à avoir pris part à cette visite, la première réunion de ce genre depuis que le Royaume-Uni a quitté l'Union.

Le sujet principal de la réunion était la présidence de l'Union assurée par le gouvernement slovène. Nous avons assisté à des échanges de grande qualité, organisés par le gouvernement slovène, l'AAD et le bureau de l'Union à Ljubljana.

Notre première table ronde retransmise dans plusieurs organismes slovènes, a porté sur «le futur de l'Europe». Seuls les participants prévus au programme ont pris part à la discussion. Plusieurs membres de l'AAD ont pris la parole: l'ancienne ministre slovène de la santé, Zofija Mazej Kukovič, l'ancien Premier ministre slovène, Alojz Peterle, et Hans-Gert Pöttering, président de l'AAD et ancien président du Parlement européen. Les conséquences du retrait des États-Unis d'Afghanistan sur la politique de défense et des affaires étrangères de l'Union ont été évoquées à plusieurs reprises au cours de nos réunions. Le sentiment qui prévaut est l'inquiétude quant au fait que les États-Unis aient pris cette décision sans consulter les autres pays membres de l'UE et de l'OTAN.

Notre deuxième réunion était animée par M. Petric, conseiller principal du président slovène. Nous avons débattu des progrès des

Balkans occidentaux sur la voie de l'adhésion à l'UE. Au fil des réunions, j'ai senti monter en moi un certain pessimisme, même s'il est clair qu'il est important de progresser sur cette question. À plusieurs occasions, j'ai pu constater que la Slovénie préférerait mettre l'accent sur sa relation avec l'Autriche plutôt que d'être assimilée à un pays des «Balkans occidentaux». Des regrets ont été exprimés quant à l'absence du Royaume-Uni dans les réunions de l'UE, notamment du fait de la qualité de son ministère des affaires étrangères.

Nous avons ensuite pris part à un déjeuner de service avec plusieurs hauts fonctionnaires, organisé au château de Ljubljana par M. Dovžan, secrétaire d'État du ministère des affaires étrangères.

M. Dovžan a longuement parlé de la présidence slovène. Son discours a démontré qu'il comprenait bien les problématiques européennes. Les membres de l'AAD ont évoqué la question de l'état de droit, principalement en ce qui concerne la Hongrie et la Pologne, mais ils ont aussi mentionné le problème nord-irlandais. J'ai évoqué à cette occasion les décisions à venir concernant l'Irlande du Nord en me dissociant de la précédente position du Royaume-Uni et en exprimant mes craintes vis-à-vis des difficultés rencontrées par les entreprises nord-irlandaises. J'ai eu droit à une réponse très détaillée de M. Dovžan, qui m'a paru comprendre mes appréhensions. Il a expliqué que le vice-président de la Commission Šefčovič s'était rendu en Irlande du Nord et s'était entretenu avec les entreprises et organisations locales. Il examine actuellement diverses options et attend de la Commission qu'elle propose une solution susceptible d'être acceptée

par le Conseil et le Royaume-Uni. La Commission a clairement évolué par rapport aux précédentes déclarations, selon lesquelles elle ne reviendrait pas sur le protocole sur l'Irlande du Nord (à l'heure où j'écris, le Royaume-Uni et la Commission n'ont toujours pas trouvé d'accord sur le rôle de la Cour européenne de justice).

Enfin, nous avons pris part à un dîner de travail, au cours duquel Jelko Kacin, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, coordinateur de la logistique nationale pour la vaccination contre la COVID-19 et ancien ambassadeur slovène à l'OTAN, s'est exprimé. Il a évoqué le programme de vaccination en Slovénie et a affirmé que la lenteur des progrès dans son pays était due à l'incapacité d'Astra Zeneca à fournir suffisamment de doses. Nous avons ensuite abordé la question des sous-marins à propulsion nucléaire que les États-Unis et le Royaume-Uni fourniront à l'Australie. La majorité des personnes présentes se sont montrées très critiques. M. Kacin, en sa qualité de représentant à l'OTAN, a déclaré qu'il était essentiel de renforcer notre puissance militaire dans le Pacifique pour répondre aux menaces chinoises. Il a ajouté que la demande de sous-marins à propulsion nucléaire était à prévoir et qu'il était donc inévitable que les États-Unis ou le Royaume-Uni en soient les fournisseurs, sachant que les sous-marins de ce dernier sont équipés par les États-Unis. Ainsi s'est achevée la visite qui, de l'avis de tous les participants, a été très fructueuse.

Robert Moreland

*DE, Royaume-Uni (1979 - 1984)
horseferry@yahoo.com*

RÉFLEXIONS DES REPRÉSENTANTS DE LA JEUNESSE

Trois participants ont représenté la jeunesse lors de l'évènement «Europe yesterday, today, tomorrow» (l'Europe hier, aujourd'hui, demain): Nika Podakar et Urban Lečnik Spaič, étudiants en droit à l'université de Ljubljana, ainsi que Maja Kalin, présidente de l'organisation slovène des étudiants des écoles secondaires et des hautes écoles. Ils ont apprécié l'aspect multidimensionnel du débat, qui a permis aux participants d'échanger quant aux perspectives passées, présentes et futures de l'Union européenne. Ces trois participants ont, en particulier, trouvé que l'éventail des intervenants apportait un bon équilibre entre l'expérience politique des anciens députés au Parlement européen et les connaissances des spécialistes en matière de droit de l'Union, avec qui ils ont échangé sur l'état de droit.

Les représentants de la jeunesse ont également apprécié que cet évènement leur offre la possibilité d'être entendus, leurs voix ayant trouvé une bonne place dans la discussion portant sur l'avenir de l'Europe. Ainsi, la participation des jeunes européens aux élections européennes et le sens de la démocratie pour les jeunes générations sont deux sujets qui ont été adéquatement abordés.



Urban Lečnik Spaič, Maja Kalin et Nika Podakar lors de l'évènement "L'Europe hier, aujourd'hui, demain".



Un moment de l'évènement "L'Europe hier, aujourd'hui, demain".

Nika Podakar a ajouté, concernant l'Union européenne et les intervenants:

«Je suis née en 1999: d'aussi loin que je me souviens, l'Union européenne a toujours fait partie de ma vie. Je n'ai pas de souvenirs du temps où la Slovaquie n'était pas encore membre de l'Union européenne, mais celle-ci est constamment présente pour moi. Pour autant, cela ne veut pas dire que je ne suis pas critique envers l'Union européenne. La critique est le premier pas pour améliorer ou redresser une situation. C'est pour cela que la table ronde 'Europe Yesterday, Today, Tomorrow' tombait à point. Je suis contente d'avoir pu

y exprimer mon avis, l'avis de la jeunesse, sur cette Union. J'ai beau faire preuve d'esprit critique, je ne rejette pas les liens européens: je voudrais au contraire les voir se développer et se renforcer. Je veux participer à l'écriture d'un

nouveau chapitre dans l'histoire de l'Union européenne.»

Les intervenants sont enthousiastes à l'idée de participer à d'autres évènements de ce type à l'avenir. Ils continueront de travailler activement sur ces sujets, qui sont importants pour la force, la prospérité et la jeunesse de l'Europe.

Nika Podakar

et

Urban Lečnik Spaič

Law students at the University of Ljubljana
urban.lecnik.spaic@gmail.com

et

Maja Kalin

President of the School Student Organisation of Slovenia.
maja.kalin@dijaska.org

L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS: UN NOUVEAU PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE?

Cet article a vu le jour à l'occasion d'une conférence vidéo organisée en juillet avec d'anciens membres du Congrès américain, à laquelle ont participé Miguel Angel Martinez-Martinez (S&D, Espagne), Charles Boustany (Républicain, Louisiane), Bart Gordon (Démocrate, Tennessee) et moi-même.

R. Wike du Pew Research Center s'est chargé d'animer le débat. Tous les intervenants ayant une longue et large expérience des relations transatlantiques, il en a résulté un débat animé, mais aussi controversé, sous le titre «Do american and european systems need major reform?». Cette question portant sur l'essence de la démocratie dans notre société et sur les menaces pesant sur l'État de droit libéral, compte tenu également de l'incertitude provoquée par la pandémie, revêt une importance essentielle de part et d'autre de l'Atlantique. Elle entraîne

immédiatement les questions suivantes. Dans quelle mesure les citoyens font-ils encore confiance à leurs gouvernements? Existe-t-il des parallèles entre la société américaine et la société européenne? Où en sommes-nous en ce qui concerne notre niveau de coopération et de partenariat?

En réponse à la question sur l'état de la démocratie, 59% des Américains et 48% des Européens répondent qu'ils sont préoccupés par le bon fonctionnement de cette forme de gouvernement. Nous constatons en effet que les régimes autoritaires peuvent également fonctionner en cette période de crise et protéger leurs citoyens.

Deuxième constat: l'opinion publique est moins formée par les faits et les analyses depuis que la transformation numérique donne lieu à la publication de courts communiqués rapides et à

la production fréquente de fausses informations.

Troisième constat: étant donné que les solutions aux grands problèmes sont complexes et difficiles à mettre en place, la méfiance des citoyens à l'égard de leurs gouvernements augmente. Tous les intervenants étaient d'accord sur le fait qu'il est important et urgent de rétablir la confiance dans les gouvernements. Quatrième constat: les relations entre l'Union européenne et les États-Unis se sont transformées progressivement au cours de ces dernières années. Le président Obama avait déjà fait progresser activement le traité commercial avec les riverains du Pacifique et fixé de nouvelles priorités géopolitiques.

Après l'échec du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et le protectionnisme de Trump, deux nouvelles tendances sont apparues:

d'une part, le président Biden montre sa volonté de mener un dialogue structuré et les premières négociations ont été relancées. L'objectif des futurs accords est sans doute moins ambitieux, mais la conclusion d'accords partiels constituerait déjà un progrès par rapport au point mort de ces dernières années. D'autre part, dans les traités commerciaux modernes, on aborde désormais également des questions importantes pour la société, telles que les normes environnementales et sociales. Pourquoi alors ne pas négocier un «pacte vert transatlantique» ou une stratégie relative à des «biens



Webinar:

Do US and European Political Systems Need Major Reform?



Un moment du webinaire organisé en coopération avec l'Association des anciens membres du Congrès le 8 juillet 2021



© Union européenne 2021 - Source : PE

communs mondiaux»?
Compte tenu de la pandémie,
pourquoi pas une communauté de
la santé?

Aujourd'hui, on ne peut plus guère
parler de la coopération avec les
États-Unis sans mentionner la
troisième grande puissance: la
Chine. Comment pouvons-nous
parvenir à définir ensemble notre
stratégie? Et l'Union européenne
est-elle suffisamment puissante pour
défendre ses intérêts spécifiques?
Il est évident que nous disposons
d'une fenêtre d'opportunité étroite. Il
s'agit d'un exercice d'équilibre entre
deux pôles: défendre nos propres
intérêts et agir de concert avec les
Américains à l'égard de la Chine.
L'Union européenne ne peut pas être
un spectateur dans ce conflit; notre
alliance avec les États Unis reste la
priorité.

Compte tenu de l'évolution
démographique et de la croissance
économique en Chine, l'action
commune deviendra de toute façon
indispensable dans un avenir proche.

La meilleure façon de décrire le
multilatéralisme du troisième
millénaire est par la phrase «mettre
de l'ordre dans le désordre». L'Union
est un fervent partisan des systèmes
multilatéraux, mais elle constate

qu'ils se heurtent parfois à leurs
limites. Les États-Unis et l'Union
européenne doivent élaborer une
stratégie concertée pour moderniser
et rendre plus efficaces les
institutions telles que l'ONU, l'OMC et
l'OMS.
L'OTAN a également assisté à
un déplacement de l'équilibre
traditionnel. L'Union doit renforcer
son autonomie stratégique en
matière de défense, ce qui signifie
qu'elle est confrontée à la tâche de
communautariser sa politique de
sécurité.

Les quatre intervenants ont
également tous été membres de
la délégation interparlementaire
UE-États-Unis, qui existe depuis
1972. Depuis 1999, les travaux se

déroulent dans le cadre du «dialogue
transatlantique des législateurs».

En 2020, les députés des deux
parties ont défini le thème de la
lutte contre la pandémie comme
une priorité de la coopération. Le
financement de la recherche, du
développement et de la distribution
de vaccins et de médicaments contre
la COVID-19 doit se faire dans le
cadre de la solidarité transatlantique
et permettre ainsi de gérer ensemble
les risques sanitaires.

Il existe également un programme
parlementaire transatlantique solide
pour lutter contre la désinformation
et façonner l'économie numérique
mondiale. Dans leurs déclarations,
les législateurs sont souvent plus
courageux que leurs pouvoirs
exécutifs.

Dans la description de notre
partenariat, il convient de ne jamais
oublier que les États Unis et l'Europe
sont les plus proches en ce qui
concerne les questions relatives à la
démocratie, à l'état de droit et aux
libertés civiles.

Godelieve Quisthoudt-Rowohl

PPE, Allemagne (1989 - 2019)

gqr@quisthoudt.eu



*Commissaire Margrethe Vestager pendant la session plénière du PE - Les résultats
du Conseil UE-USA sur le commerce et la technologie (TTC) © Union européenne
2021 - Source : PE*

ÉVÉNEMENTS À VENIR



ACTIVITÉS

7-8
FÉVRIER 2022

Visite en France

Une délégation de l'AAD se rendra en France, pays qui assure la présidence du Conseil de l'UE.

1
JUN 2022

Service commémoratif annuel et dîner-débat

Les députés actuels et anciens rendront hommage à leurs collègues décédés en 2021-2022. Suivi du dîner-débat.

De 17 h 45 à 21 h 30. Parlement européen. Bruxelles.
From 5.45 p.m. to 9.30 p.m. European Parliament. Brussels.

2
JUN 2022

Assemblée générale et déjeuner annuel de l'AAD

A 10h00, suivi du déjeuner annuel à 13h00.

** En raison des incertitudes liées à la pandémie de Covid-19, il vous est conseillé de ne pas acheter de billets d'avion ni de prendre d'autres engagements financiers avant d'avoir reçu la confirmation du format de l'événement de la part du Secrétariat.*

SPONSORS

L'AAD tient à remercier Candriam et KBC



pour avoir sponsorisé le programme "EP to Campus".

CORRIGENDUM

Dans le Bulletin de l'AAD numéro 76, édition de septembre ; dans l'article intitulé "L'élargissement des Balkans occidentaux est maintenant une priorité géopolitique" par Jonh Howarth, par erreur une carte avec une indication erronée du pays Macédoine du Nord a été publiée.

Une version corrigée de cet article est disponible sur notre site web : www.formermembers.eu/bulletin.

AAD AU TRAVAIL

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Hans-Gert
PÖTTERING



Monica BALDI



Jean-Pierre
AUDY



Teresa RIERA
MADURELL



Michael
HINDLEY



Brigitte
LANGENHAGEN



Miguel
Angel MARTÍNEZ
MARTÍNEZ



Edward
McMILLAN-
SCOTT



Pier Antonio
PANZERI



Manuel PORTO

BUREAU DE L'AAD

Président: **Hans-Gert PÖTTERING**

Vice-Présidente: **Monica BALDI**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de rédaction du Bulletin AAD:

Mme Langenhagen (présidente), M Audy, Mme Baldi, M McMillan-Scott et Mme Riera Madurell.

PE au Campus: M Hindley (Président) et M Porto.

Relations avec la commission des budgets, DG Finance: M Audy.

Dîner Débat : Mme Baldi et M Panzeri.

Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres: Mme Langenhagen (Vice-Présidente de la FP-AP) et M Martínez Martínez. Si nécessaire, Mme Langenhagen sera remplacée par M Audy et Martínez Martínez sera remplacée par Mme Riera Madurell.

Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP: Mme Langenhagen, M Martínez Martínez et M Audy (Si nécessaire, ils seront remplacés par Mme Riera Madurell). Outre les déléguées AAD ou leurs suppléantes et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Comité AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

Relations avec les associations d'anciens membres hors Europe: M Audy et M Martínez Martínez.

Relations avec les groupes de réflexion, les instituts de politiques, les fondations: Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi et Mme

Langenhagen.

Archives: Mme Baldi.

Communication AAD:

Mme Baldi (présidente), M Hindley et Mme Langenhagen.

Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections: Mme Langenhagen (présidente), M Hindley, M Martínez Martínez, M McMillan-Scott, M Panzeri et Mme De Keyser (membre AAD à titre consultatif).

Relations avec la Maison de l'histoire européenne: M Martínez Martínez.

Relations avec l'Institut universitaire européen (IUE): Mme Baldi.

IN MEMORIAM



Calogero LO GIUDICE

✝ 24 août 2021

PPE-DE, Italie (1989-1994)

Il a été député italien au Parlement européen.
Au niveau national, M. Lo Giudice représentait la "Democrazia cristiana".



José VILA ABELLÓ

✝ 25 août 2021

PPE-DE, Espagne (2004)

Il a été député espagnol au Parlement européen.
Au niveau national, M. Vila Abelló a représenté le "Partido Popular".



Amédée E. TURNER

✝ 13 septembre 2021

DE, PPE-DE, Royaume-Uni (1979-1992)

Il a été membre britannique du Parlement européen.
Au niveau national, M. E. Turner a représenté le Parti conservateur et unioniste.



Jup WEBER

✝ 8 octobre 2021

Verts/ALE, Luxembourg (1994-1999)

Il a été membre luxembourgeois du Parlement européen. Au niveau national, M. Weber a représenté le parti "Les Verts".



EPFMA
PEAAD

L'UNION DE LA VALEUR AJOUTÉE



LA VALEUR AJOUTÉE DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Par Fabian Zuleeg

Chef économiste et directeur exécutif du European Policy Centre (Centre de politique européenne, EPC)
F.Zuleeg@epc.eu

Le marché intérieur dans toutes ses dimensions est l'un des principaux moteurs des économies de l'Union européenne. La suppression des entraves au commerce intérieur présente de nombreux avantages, puisqu'elle génère des gains de PIB considérables, participe à la création de millions d'emplois, élargit les choix des consommateurs et leur permet de faire des économies, ce qu'a montré le rapport Cecchini et qui ne cesse de se vérifier depuis. Le Royaume-Uni ayant choisi de sortir du marché unique, il commence à éprouver les effets de l'existence d'obstacles à la libre circulation.

La valeur ajoutée du marché intérieur va cependant bien au-delà. La libre circulation des biens, des services, de la main-d'œuvre et du capital (ainsi que du savoir), qui en constitue le cœur, implique une allocation des ressources au sein de l'Union européenne bien plus efficace dans de nombreux secteurs comme l'énergie ou le numérique. Un sujet qui a probablement été trop souvent écarté du débat public, en

raison de la controverse associée aux migrations intérieures de main-d'œuvre, est le bénéfice économique découlant de la libre-circulation des personnes. Le Royaume-Uni subit actuellement les conséquences des restrictions imposées en la matière. Les avantages de la libre circulation des capitaux ne se cantonnent pas à l'accroissement du nombre d'investisseurs possibles pour les entreprises de l'Union. Le recours aux fonds paneuropéens permet également un meilleur contrôle (bien que les avantages en soient encore limités, l'union des marchés des capitaux n'étant pas encore achevée).

“Le marché intérieur est toutefois loin d’être parfait. Outre son caractère encore incomplet dans différents domaines, il lui manque quelques mécanismes essentiels pour compenser certains effets de l’interdépendance économique et de la libéralisation du marché.”



La création de tels biens publics au niveau paneuropéen est un autre bienfait du marché intérieur. Ce dernier est notamment à l'origine d'une conception commune de la protection des consommateurs et des données, de la création d'un environnement propice aux affaires et à l'innovation grâce à la suppression des obstacles juridiques superflus, de l'établissement de normes et de l'élaboration d'une politique commune de la concurrence, ainsi que du contrôle des subventions publiques, posant ainsi des limites aux entreprises et aux États. Un corpus juridique

©Union européenne 2020 - Source : CE

s'appliquant de façon identique à tous les acteurs du marché indépendamment des frontières nationales n'est pas seulement un avantage: c'est une réussite unique. Ce lien qu'est le marché intérieur constitue la raison majeure pour laquelle, même au plus fort de la pandémie de COVID-19, les frontières de l'Union sont dans l'ensemble restées ouvertes, une situation unique dans le monde.

Cela montre la valeur ajoutée politique du marché intérieur. En effet, le marché unique a non seulement renforcé la cohésion et l'interdépendance des États membres de l'Union, posant les bases nécessaires à la mise en place de l'euro, mais il est un facteur géopolitique et géoéconomique essentiel, qui confère à l'Union européenne un poids bien supérieur à celui de chaque État membre. L'Union conserve ainsi un rôle majeur à l'échelle mondiale, malgré un déclin relatif. En matière de marché intérieur, le tout est incontestablement bien supérieur à la somme des parties.

Le marché intérieur est toutefois loin d'être parfait. Outre son caractère encore incomplet dans différents domaines, il lui manque quelques mécanismes essentiels



©Union européenne 2021 - Source : CE

pour compenser certains effets de l'interdépendance économique et de la libéralisation du marché. Les outils permettant, par exemple, de contrebalancer les conséquences sociales ou les différences de niveau des dépenses publiques, qui s'expliquent par l'hétérogénéité des politiques budgétaires, restent limités.

En outre, si le marché unique a d'abord été créé pour réglementer le commerce et les échanges entre les États membres, il recouvre désormais une perspective et des mécanismes mondiaux. L'Union européenne s'inscrit dans une époque de transition mondiale: de la technologie et du numérique à l'écologie et à la

durabilité; de la géoéconomie à la COVID. Le marché intérieur devra évoluer pour relever ces défis, en particulier la menace qui pèse sur notre existence aujourd'hui: les changements climatiques.

Pour rester d'actualité et générer la valeur ajoutée qui en découle indéniablement, le marché intérieur doit continuer de s'adapter et d'évoluer. Il faudra remettre en question certaines de ses vaches sacrées, telles que la politique de la concurrence, afin de se munir des outils efficaces pour relever les défis mondiaux, par exemple se doter d'une politique industrielle efficace ou atteindre un niveau d'autonomie stratégique et de souveraineté numérique proportionné à ces défis. Pour y arriver, l'Union européenne doit instaurer un territoire économique unique doté d'un cadre macroéconomique commun, comme préconisé dans les propositions destinées à atteindre une véritable Union économique et monétaire (c'est-à-dire des réformes structurelles et une politique budgétaire et monétaire commune), mais également d'un cadre microéconomique comprenant des interventions sectorielles et microéconomiques volontaristes.



©Union européenne 2012 - Source : PE

TRANSFORMER L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN EUROPE

Changer notre manière de produire: le bio comme contribution à des systèmes alimentaire et agricole durables

Nous devons transformer le système alimentaire et agricole européen. Le modèle agricole qui domine aujourd'hui, fondé sur l'utilisation intensive d'intrants, nuit aux ressources naturelles et aux services écosystémiques. Il entraîne la dégradation des habitats naturels et de la biodiversité, contribue à la crise climatique, pollue les sols et les masses d'eau et menace les moyens de subsistance ruraux, de nombreux agriculteurs tirant difficilement un revenu décent de leur activité.

L'alimentation et l'agriculture biologiques, axées sur les principes de précaution, de santé, d'écologie et d'équité, font partie de la solution à bon nombre de ces problèmes. Les pratiques biologiques et agroécologiques permettent de réduire les émissions, de diminuer notre dépendance vis-à-vis des intrants externes, de fermer les cycles des substances nutritives et de favoriser la fertilité des sols¹. Elles sont bénéfiques pour l'eau, la biodiversité et le bien-être animal, en plus de contribuer à la juste rémunération des producteurs.

Si nous modifions en outre nos habitudes alimentaires, par exemple en réduisant la consommation de viande pour privilégier des produits de meilleure qualité, en réduisant

le gaspillage alimentaire et en instaurant les mesures appropriées, l'agriculture biologique contribuera à la transformation de nos systèmes alimentaire et agricole ainsi qu'à la réduction considérable des répercussions environnementales et climatiques de l'agriculture.

Au sein du mouvement biologique européen, nous aspirons à ce que l'agriculture devienne un système alimentaire et agricole équitable, respectueux de l'environnement, sain et précautionneux d'ici à 2030. La stratégie de la Commission «De la ferme à la table» fixe l'objectif de 25 % de terres agricoles consacrées au bio d'ici à 2030. Cet objectif, de même que le nouveau plan d'action pour l'agriculture biologique de l'Union², est crucial pour que notre ambition devienne réalité.

En mettant l'agriculture biologique au cœur de la transition vers un système alimentaire durable, la Commission fait un choix judicieux. Le biologique est défini juridiquement au niveau de l'Union, présente des bienfaits considérables pour l'environnement, constitue un

modèle économique viable pour les agriculteurs, est fondé sur l'utilisation minimale des intrants externes et sur des prix plus stables et justes. En outre, l'agriculture biologique constitue à la fois un mouvement dynamique et innovant, qui participe à la transition de l'agriculture européenne vers l'agroécologie, et [un marché qui se développe d'année en année](#).

Forger un avenir meilleur en adoptant les bonnes mesures

Différentes mesures permettront de façonner l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture en Europe. L'objectif du pacte vert pour l'Europe est d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Ce pacte «traite de façon détaillée des difficultés que soulève la mise en place de systèmes alimentaires durables et reconnaît les liens inextricables entre des personnes en bonne santé, des sociétés en bonne santé et une planète en bonne santé»³.

Pour y arriver, la stratégie «De la ferme à la table» et la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité fixent les objectifs ambitieux mais atteignables de 25% de terres agricoles consacrées au bio d'ici à 2030 ainsi que des réductions de 50% de l'utilisation des pesticides et des ventes d'antimicrobiens

1. https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201904-ST0219-TYFA%20GHG_2.pdf (page 3)

2. *Le plan d'action pour l'agriculture biologique de l'Union compte de nombreuses mesures destinées à stimuler la production et la consommation d'aliments biologiques. Il prévoit par exemple une proportion minimale obligatoire dans le cadre des marchés publics, au moins 30 % du budget d'Horizon Europe devant être consacré à des sujets liés au secteur biologique, et des actions en matière de fiscalité et de coût réel des denrées alimentaires.*

3. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0381&from=EN>

destinés à des animaux d'élevage et à l'aquaculture.

Le rapport d'initiative du Parlement européen, auquel les députés ont déposé plus de 2 200 amendements, témoigne de l'importance de la stratégie «De la ferme à la table». Dans son projet de rapport, le Parlement a salué la reconnaissance, par la Commission, de l'agriculture biologique comme composant essentiel de la transition vers des systèmes alimentaires plus durables; il a également souligné l'importance, pour développer le bio, que revêt le plan d'action pour l'agriculture biologique de l'Union. Ce rapport a toutefois fait l'objet d'un intense lobbying de la part des organisations qui militent pour l'agriculture conventionnelle, s'opposent aux objectifs chiffrés et défendent le statu quo.

Le suivi des mesures pour garantir une transformation

Le 23 septembre 2021, le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne ont célébré le lancement de la nouvelle journée annuelle du bio, l'une des 23 actions composant le plan d'action pour l'agriculture biologique de l'Union.

Dans les années à venir, la journée européenne du bio sera l'occasion parfaite pour évaluer les progrès européens effectués pour atteindre l'objectif de 25 % de terres agricoles consacrées au bio d'ici à 2030, les orientations de la demande des consommateurs, la place du bio dans la chaîne d'approvisionnement et la mise en pratique du plan d'action pour l'agriculture biologique de l'Union. En tant que mouvement biologique européen, nous contribuerons à sa réussite en surveillant sa mise en œuvre sur le terrain.

Le rôle de la politique agricole commune dans notre système agricole

Les plans stratégiques nationaux relevant de la politique agricole commune (PAC) sont incontournables pour atteindre les objectifs du pacte vert pour l'Europe, de la stratégie «De la ferme à la table» et de la stratégie en faveur de la biodiversité. Malgré le contenu peu ambitieux du règlement relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC, les États membres ont un rôle clé à jouer pour que la prochaine PAC réponde à l'effondrement de la biodiversité et à la crise climatique et qu'elle participe à la transition vers un système alimentaire et agricole durable. La récente étude «Prospects & developments for organic in national CAP Strategic Plans» (Perspectives et évolutions du bio dans les plans stratégiques nationaux relevant de la PAC), publiée par IFOAM Organics Europe, permet de visualiser les efforts que chaque pays doit accomplir pour atteindre ses objectifs nationaux potentiels, qui devraient contribuer équitablement à l'objectif moyen de 25 % de terres agricoles bio à l'échelle de l'Union.

En soutenant l'agriculture biologique dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, les États membres disposent théoriquement d'un puissant outil pour répondre à l'effondrement de la biodiversité, que l'on constate dans les campagnes européennes depuis des décennies. Lire à ce sujet le rapport soulignant comment l'agriculture biologique contribue à la protection de la biodiversité en Europe (en anglais), en accord avec les objectifs de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité.

Prochaine étape: une profonde transformation est nécessaire

Maintenant que la stratégie «De la ferme à la table» a été publiée, la Commission va commencer à travailler sur un cadre législatif en matière de systèmes alimentaires durables promouvant la cohérence des politiques tant au niveau national qu'au niveau de l'Union. Le mouvement biologique européen travaille dur pour faire reconnaître le bio, entre autres pratiques agroécologiques. Ce cadre législatif doit être un véritable levier pour la transformation de l'alimentation et de l'agriculture; il ne doit laisser aucune place à l'écoblanchiment ni transiger sur les principes du bio, à savoir les principes de précaution, de santé, d'écologie et d'équité.

Le processus de décision relatif aux questions agricoles est trop souvent bloqué en raison d'intérêts particuliers et d'oppositions au changement destinées à maintenir le statu quo. Pourtant, de plus en plus d'études scientifiques montrent qu'une transition agroécologique est possible et qu'elle engendre de nombreux bienfaits pour le climat et la biodiversité, tout en assurant à l'Union européenne une capacité d'exportation des produits habituels tels que le blé ou les produits laitiers.

Pour garantir la bonne santé de la planète et de la population, nous devons transformer le système alimentaire et agricole européen et abandonner le modèle dépassé à fort coefficient d'intrants. La stratégie «De la ferme à la table» et la stratégie en matière de biodiversité sont essentielles au pacte vert pour l'Europe, qui ne pourra être mené à bien sans le bio.

Eduardo Cuoco

Directeur de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique - IFOAM
director@organicseurope.bio

L'UNION DE LA VALEUR AJOUTÉE: L'IMPORTANCE DE L'EUROPE POUR LE SECTEUR DU TOURISME

**Par Eduardo
Santander**

*Directeur exécutif
de la Commission
européenne des
voyages et de l'unité
exécutive de l'ETC*

*eduardo.santander@
visiteurope.com*

En Europe, le tourisme a été l'un des secteurs les plus touchés par la pandémie de COVID-19 et il connaît actuellement une crise sans précédent. La stratégie industrielle de la Commission européenne reconnaît que notre secteur est le «plus touché»

Cependant, d'un point de vue plus optimiste, on peut se dire que cette crise a en fait permis de démontrer la valeur économique et sociale réelle du tourisme et du transport en Europe, donnant ainsi à l'économie des visiteurs l'attention qu'elle mérite.

“Le tourisme n'est pas seulement une activité commerciale. De fait, l'économie des visiteurs apporte à l'Europe une myriade d'avantages sociaux.”

Le tourisme est au cœur de l'économie européenne et de la vie quotidienne des citoyens européens. Avant la COVID-19, il était le troisième secteur économique de l'Union européenne. Le tourisme stimule la croissance économique dans l'ensemble de l'Europe, en générant des revenus, des emplois et des investissements dans la région. À titre indicatif, en 2019, le tourisme a représenté plus de 10% du PIB total de l'UE, avec plus de 27 000 000 d'emplois.

Le tourisme n'est pas seulement une activité commerciale. De fait, l'économie des visiteurs apporte à l'Europe une myriade d'avantages sociaux: elle permet souvent aux jeunes de décrocher leur premier emploi, elle contribue à la lutte contre le racisme et les disparités régionales, elle crée des liens entre les gens et leurs cultures tout en contribuant à accroître la demande de produits issus de l'agriculture, de la gastronomie et de l'artisanat locaux.

Malgré ces chiffres impressionnants, pendant de nombreuses années, le secteur du tourisme a été considéré comme allant de soi, et sa valeur a été sous-estimée. Il a souvent été négligé par les politiques européennes et totalement abandonné aux compétences nationales. Depuis décembre 2009, la politique du tourisme dispose d'une base juridique à l'échelle de l'UE, et pourtant, il n'existe toujours pas de ligne budgétaire consacrée à cette politique. Ce manque d'actions et de soutien de la part de l'UE a ralenti le secteur et a empêché l'essor d'authentiques initiatives européennes en matière de tourisme.

Pour autant, il est important de rappeler que les députés au Parlement européen



Passagers attendant leur train sur le quai © Union européenne 2020 - Source: CE - Service audiovisuel



©Union européenne 2021 - Source : EP

apportent un soutien indéfectible au secteur du tourisme, car ils reconnaissent son importance pour les citoyens de l'Union. Le Parlement européen a notamment proposé d'introduire une allocation spécifique de 300 000 000 EUR pour le tourisme durable au titre du cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027. Tout au long de la pandémie, les députés européens n'ont eu de cesse de demander davantage de soutien pour le secteur du tourisme et ils ont publié un rapport spécial sur la mise en place d'une stratégie de l'Union pour un tourisme durable.

La crise de la COVID-19 nous a fait comprendre à quel point la coopération européenne était vitale. Nous avons vu à nouveau à quoi ressemblait la vie dans l'UE avec des frontières et des restrictions de voyage et à quel point l'incidence sur nos vies était grande. Ce n'est qu'en travaillant ensemble, dans un esprit de solidarité européenne, que nous pourrions surmonter cette crise dévastatrice.

Le certificat COVID numérique de l'UE, nouvelle preuve de

l'importance des solutions européennes et paneuropéennes en matière de transport et de tourisme, a été très efficace dans son accompagnement de la relance du tourisme européen pendant l'été. Il a permis aux gouvernements des États membres de coordonner plus efficacement leurs exigences en matière de déplacements et a rendu possible la réouverture pour les touristes de certaines destinations, et ce, plus tôt que prévu. Aujourd'hui, ce certificat est déjà en passe de devenir une norme internationale, ce qui prouve que la coopération européenne est également bénéfique à la communauté internationale.

Il nous faudra mettre en place une collaboration étroite avec les institutions européennes, les autorités nationales, les destinations touristiques et l'industrie privée afin réinventer et de repenser un secteur du tourisme européen durable, numérique, conscient et résilient. Nous devons reconstruire notre continent, non seulement en tant que leader mondial du tourisme par les chiffres, mais aussi par la

compétitivité. Notre ambition et notre mission pour l'avenir sont de consolider la place de l'Europe comme destination privilégiée des touristes en terme de valeur et de qualité. Tous ensemble, nous devons créer une nouvelle référence mondiale pour le tourisme afin de répondre à la croissance exponentielle et aux excès du passé.

C'est pourquoi la Commission européenne du tourisme et les 33 offices nationaux du tourisme qui nous sont affiliés sont très favorables aux travaux actuels visant à mettre en place la «trajectoire de transition pour le tourisme», dans le cadre de la nouvelle stratégie industrielle et du prochain programme européen pour le tourisme 2030/2050. Des financements et un soutien politique importants sont nécessaires pour aider les microentreprises et les PME du secteur du tourisme, ainsi que les entreprises familiales, soit le cœur du secteur, représentant 80 % des entreprises, à reconstruire leur activité dans un environnement numérique et respectueux de l'environnement, en se concentrant principalement sur les personnes: les touristes, les habitants locaux et les travailleurs.

Puisque nous sommes en phase de redémarrage, nous avons une opportunité unique de transformer le tourisme et de nous assurer que ce secteur collabore aux transitions numérique et écologique. Seule une Europe qui coopère peut construire le tourisme de demain. •

COVID-19: VERS UNE COHÉSION ACCRUE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ?

Par Annika Eberstein

*Secrétaire générale
intérimaire du COCIR
eberstein@cocir.org*

et

**Ioanna
Charalampopoulou**

*Chargée des affaires
publiques du COCIR
charalampopoulou@
cocir.org*

La pandémie de COVID-19 nous a tous touchés d'une manière ou d'une autre, que ce soit sur le plan physique, mental ou social. Elle nous a aussi fait repenser nos priorités. Elle a mis en évidence des failles systémiques et un manque de cohésion dans le domaine de la santé aux quatre coins de l'Union. Elle a fait apparaître que des systèmes nationaux de soins de santé différents engendrent des inégalités de traitement pour les patients d'un État membre à l'autre. Elle nous a également rappelé que nous sommes encore loin de l'égalité et de l'universalité d'accès à des soins de qualité que l'Union appelle ardemment de ses vœux, notamment parce que ces éléments sont liés à la capacité des États membres à investir dans leurs systèmes de santé et de remboursement. La pandémie a par ailleurs mis en évidence la valeur ajoutée européenne lorsqu'il s'agit de s'unir autour d'une cause commune pour faire face à des crises sanitaires d'une telle ampleur. Enfin, elle a montré le rôle de premier ordre que jouent

les équipements médicaux sur le front sanitaire. Parmi ces derniers, citons les systèmes de surveillance des patients, les respirateurs, les appareils d'imagerie médicale et de radiothérapie, de même que les applications et les données numériques utilisées dans ce domaine.

À l'heure où nous laissons peu à peu cette crise derrière nous, la relance des économies et la résilience des systèmes de soins de santé sont au cœur de tous nos efforts. L'Union exploite à juste titre ses initiatives structurelles et de cohésion pour instaurer une Europe saine et parée pour l'avenir. Elle se doit de veiller, en priorité, à ce que les chaînes d'approvisionnement ne soient pas entravées et à ce que l'arsenal médical, composé d'équipements de protection individuelle, de médicaments et d'appareils médicaux, demeure suffisant en cas d'urgence sanitaire. Elle se doit par ailleurs de soutenir les initiatives des États membres visant à améliorer la résilience de leur système de soins de santé, en fonction de leur stade de maturité. Il est de notoriété publique que la formule de la «taille unique pour tous» ne s'applique pas au domaine de la santé, notamment lorsqu'il s'agira de faire face aux futures crises sanitaires. À la faveur de ses outils de financement existants et innovants, l'Union peut améliorer les capacités d'investissement des États membres et leur apporter son concours pour répondre à leurs besoins actuels et émergents en matière de soins de santé de qualité. Les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) associés au régime de soutien temporaire NextGenerationEU et à ses pièces maîtresses, à savoir la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) et le soutien à la reprise en faveur



Une infirmière remplissant une seringue avec une dose de vaccin contre le coronavirus dans une maison de retraite © European Union 2020 - Source : EC - Audiovisual Service



de la cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU), sont indispensables pour favoriser une reprise et une résilience généralisées. Les instruments de financement de l'Union sont également essentiels à une véritable cohésion régionale dans le secteur des soins de santé. Pour y parvenir, il convient de mobiliser rapidement les investissements afin de mettre en place des systèmes nationaux de soins de santé placés sous le signe de la résilience.

Les mécanismes de financement de l'Union peuvent favoriser l'égalité et l'universalité d'accès à des soins de qualité pour tous les citoyens européens. L'accès à un dépistage précis, à un diagnostic précoce de qualité et à un traitement personnalisé présente de nombreux avantages, à savoir de meilleurs résultats cliniques et une meilleure expérience pour les patients, une satisfaction accrue des professionnels de la santé et des systèmes de soins de santé plus efficaces sur l'ensemble du continuum thérapeutique. Qui plus est, une détection et un diagnostic précoces sont de nature à permettre des options thérapeutiques moins invasives, à

accroître les chances de survie et la qualité de vie, ainsi qu'à limiter les coûts du traitement et des soins prodigués. Les investissements en faveur de la résilience des systèmes de soins de santé pourraient également permettre d'aborder la question essentielle, quoique souvent reléguée au second plan, du vieillissement des équipements médicaux.

Comme l'a présenté le COCIR dans ses publications biannuelles intitulées «pyramide des âges et densité» des appareils d'imagerie médicale et de radiothérapie disponibles en Europe, un fossé se creuse entre le rythme de l'innovation et le taux de remplacement des équipements. Aujourd'hui, près de 20 % de ces

équipements ont plus de dix ans. Cette situation pose des problèmes majeurs aux patients, aux professionnels de la santé et aux assureurs. Le système de santé doit par conséquent faire du remplacement des équipements une priorité afin de garantir l'accès au meilleur matériel médical disponible et d'assurer la sécurité et la précision des procédures. Le nombre d'appareils d'imagerie médicale disponibles, qui varie de plus de 20 à moins de 10 pour 100 000 habitants d'un État membre à l'autre,

est révélateur d'une répartition fortement déséquilibrée et d'inégalités en matière d'accès aux soins de qualité. Les instruments de l'Union pourraient, de toute évidence, remédier à cette situation critique.

En conclusion, malgré ce constat, gardons à l'esprit que la pandémie est l'occasion rêvée de remédier au manque d'efficacité et aux inégalités. Forts du soutien de l'Union, nous avons aujourd'hui une chance inespérée d'enfin combler le déficit d'investissement en faveur du système de santé et de proposer aux citoyens de tous les États membres des soins de haute qualité.



Préparation des premiers vaccins COVID-19 pour leur distribution © Union européenne 2020 - Source : CE - Service audiovisuel



European Parliament
**FORMER MEMBERS
ASSOCIATION**

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

Tél.: + 32(0)2 284 07 03
formermembers@europarl.europa.eu

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

www.formermembers.eu

Suivez-nous

 [@EuroparlFMA](https://www.facebook.com/EuroparlFMA)

 [@Europarl_FMA](https://twitter.com/Europarl_FMA)